



SILENCE, ON BRAQUE UN HÔPITAL

PROPOSITION D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE

« Quand les entreprises ne paient pas leur juste part d'impôts, elles empêchent l'accès de tou.te.s aux services publics de base, comme les hôpitaux. Et ce sont les plus pauvres qui en paient le prix. »



AGE

à partir de 15 ans



THÈME

évasion et justice fiscale / (accès aux) soins de santé



COURS

sciences économiques, sciences sociales, citoyenneté, géographie, morale/religion, histoire, français...



MÉTHODOLOGIE/SUPPORTS

vidéos, quiz, débat mouvant, exercices créatifs concrets (par ex. réalisation de petites vidéos), interviews...



OXFAM
Belgique



RÉSUMÉ DE L'OUTIL PÉDAGOGIQUE :

« Silence, on braque un hôpital » est une vidéo choc sur la thématique de l'évasion fiscale et le manque à gagner qu'elle provoque pour des services publics comme les soins de santé. On assiste à un vrai braquage d'hôpital. Ces images ne laissent pas indifférent et permettent une entrée fracassante dans une thématique parfois ardue.

Les entreprises privent chaque année les pays les plus pauvres de quelques 140 milliards d'euros de revenus fiscaux en faisant de l'évasion fiscale. Seulement $\frac{1}{4}$ de ce montant suffirait à payer les soins de santé essentiels qui pourraient sauver des vies dont celles de 8 millions de mères, d'enfants et de bébés. Les personnes les plus pauvres payent donc les conséquences de l'évasion fiscale.



OBJECTIFS DE L'OUTIL

- > Introduire la thématique de l'évasion fiscale et plus globalement de la justice fiscale.
- > Faire prendre conscience des impacts humains de l'évasion fiscale avec un focus particulier sur l'accès aux soins de santé en Belgique et dans le monde.
- > Faire des liens avec la crise sanitaire mondiale du Covid-19 et d'autres faits d'actualité.
- > Sensibiliser à l'importance des métiers d'aide à la personne.
- > Créer un sentiment de solidarité chez les jeunes envers d'autres populations plus précarisées et concernant les inégalités en matière d'accès aux soins de santé.

Dans ce dossier, nous vous proposons plusieurs pistes d'exploitation pédagogique de cette vidéo. À vous d'y piocher pour créer la/les leçons qui vous conviennent !



NOTE : DANS LE DOCUMENT, PLUSIEURS MOTS SONT SOULIGNÉS. CELA SIGNIFIE QUE CE SONT EN FAIT DES LIENS ! N'HÉSITEZ-PAS À CLIQUER DESSUS, ILS REGORGENT D'INFORMATIONS !



1

VIDÉO « SILENCE ON BRAQUE UN HÔPITAL »



- Montrer la vidéo sans l'introduire : l'arrêter à 2:00 (sans le texte d'explication).
- Demander aux élèves comment elles se sentent à la suite de cette vidéo. Prendre un moment pour leur laisser identifier leurs émotions seul.e.s, et puis faire un retour à la classe.
- Leur demander d'expliquer le message véhiculé par la vidéo avec leurs propres mots : « Qu'avez-vous compris ? ».
- Demander aux élèves s'elles voient un lien avec l'actualité ou avec un fait vécu.
- Exercice pratique : [quiz sur l'évasion fiscale](#) pour aborder des notions-clés comme l'évasion fiscale, la fraude fiscale, les paradis fiscaux, l'optimisation ou l'évitement fiscal (reprises dans le [lexique](#)).
- Terminer par une [petite vidéo](#) qui explique brièvement la justice fiscale.



2

COMPRENDRE LES CONSÉQUENCES DE L'ÉVASION FISCALE SUR LES SOINS DE SANTÉ : SITUATION EN BELGIQUE ET DANS LE MONDE



- > Prendre la température auprès des élèves sur leurs connaissances des soins de santé dans le monde et en Belgique via un quiz [sur les soins de santé](#).
- > Illustrer par des vidéos ou témoignages (encart à droite) plusieurs constats :
 - Dans le monde, les systèmes de soins de santé et l'accès à ces soins sont très inégaux.
 - En Belgique, nous avons un système de soins de santé de qualité MAIS :



- L'accès n'est pas le même pour tou.te.s « selon la citoyenneté (p.ex. personnes sans papiers) », selon le genre, selon le milieu socio-économique.
- Il est important de garantir un accès pour tou.te.s aux soins de santé pour diminuer les inégalités.
- Ce système est en train d'être détricoté à coup de coupes budgétaires par le gouvernement. Il est donc en danger. L'évasion fiscale des entreprises encouragée par le gouvernement relève d'une même politique.
- Les métiers de la santé sont souvent dévalorisés, genrés et mal payés, alors qu'essentiels. 70% du personnel de santé est féminin et les femmes fournissent au moins 75% des soins non rémunérés (soins à la personne, aussi appelés « care »).
- La crise sanitaire du coronavirus a mis en lumière ces réalités et a encore aggravé les inégalités.



1. Sur notre site, énormément d'articles, vidéos et explications sur l'impact de l'évasion fiscale et des inégalités sur l'accès aux soins de santé.

2. La Campagne Tam Tam « #notreréalité » dénonce l'impact du néo-libéralisme sur la vie et le bien-être des citoyens. Ici, le focus santé, via [une vidéo](#) et [des infographies](#).

3. Le webmédia belge « tout va bien » expose les dégâts provoqués par les politiques d'austérité dans le secteur de la santé, dans la vidéo « [COVID19 et austérité dans les soins de santé](#) ».

4. La chronique « l'histoire d'Eva, sage-femme », sur La Première, donne une toute autre dimension à l'impact des coupures budgétaires et de l'évasion fiscale.

5. Dans la presse en vidéo, notre collègue d'Oxfam International explique : les inégalités s'accroissent face à la crise du Covid-19. Des politiques fiscales plus justes sont nécessaires.



3

ACTIVITÉS À PROPOSER À VOS ÉLÈVES :



- Réaliser une ou plusieurs interview(s) de soignant.e.s ayant des profils différents (âge, genre, fonction) dans leur entourage et les présenter en classe sous une forme créative.
- Créer une vidéo/photo/un film d'animation pour illustrer l'importance des soins de santé et le lien avec la justice fiscale (exemple : [manifestation Playmobil](#))
- Soutenir un projet, signer une pétition pour la justice fiscale, participer à une action locale, envoyer une carte au personnel soignant d'un hôpital voisin.
- Partager un moment fort vécu par les élèves durant la crise sanitaire et le confinement qui les a fait réfléchir sur les soins de santé, la mort, les inégalités...
- Créer des masques avec des slogans inspirants.
- Réaliser une saynète en sous-groupes en lien avec les thématiques vues dans les 2 premières étapes : [voir annexe 4](#).
- Faire un débat mouvant sur des affirmations liées aux soins de santé, aux inégalités dans les métiers des soins à la personne : [voir annexe 5](#).
- Réaliser un texte d'argumentaire à partir des phrases listées en [annexe 6](#).
- Proposer un billet radio ou une chronique, à l'image de l'histoire d'Eva, sage-femme (cfr encart page 2).

4

LEVIERS D'ACTION ET MOUVEMENTS DE LUTTES



LA SANTÉ DOIT ÉCHAPPER
AUX LOIS DES MARCHÉS !
QUELQUES PISTES POUR
EN DISCUTER :

- Le mouvement de « la santé en lutte » et [leurs revendications](#).
- L'importance de la prévention : débat sur nos modes de vies sédentaires, la malbouffe...
- Des actions concrètes comme :
 - [Action chez Ikea](#) pour dénoncer l'évasion fiscale.
 - [Haie de déshonneur](#) pour Sophie Wilmès : plus d'info [plus bas](#).



5

LIENS AVEC D'AUTRES OUTILS PÉDAGOGIQUES



- > [À égalité](#) d'Oxfam-Solidarité : un outil pédagogique qui dénonce les inégalités extrêmes dans le monde à travers différentes études de cas.
- > [Fiches thématiques](#) d'Oxfam-Solidarité sur la justice fiscale et la protection sociale.
- > [Capsule vidéo](#) du CNCD-11.11.11 sur la justice fiscale.
- > [Malette pédagogique](#) du CNCD-11.11.11 sur la protection sociale.
- > [Guide d'inspiration](#) pour aborder le sujet du coronavirus avec vos élèves, par Via Don Bosco.

6

POUR ALIMENTER LA RÉFLEXION



6.1 POURQUOI PAIE-T-ON DES IMPÔTS ?

Sans impôts, pas de services sociaux de base comme des hôpitaux, des écoles, des autoroutes, des trains... Le gouvernement et le contribuable signent un contrat social : les impôts et les taxes seront redistribués sous formes d'aides diverses comme les allocations familiales, les allocations de chômage, les allocations d'accident de travail, les pensions, les services sociaux de bases, etc.

6.2 QUELQUES EXEMPLES DES CONSÉQUENCES DES MAUVAISES PRATIQUES FISCALES

- > Les pays en voie de développement perdent chaque année au moins 140 milliards de dollars de rentrées fiscales parce que des grosses fortunes et des multinationales cachent des sommes énormes dans des paradis fiscaux. C'est 2x le montant nécessaire pour éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde.
- > Le Nigeria, le pays le plus densément peuplé d'Afrique, a perdu durant ces 10 dernières années 3,3 milliards de dollars à cause d'un deal fiscal avec des méga entreprises de pétrole et de gaz.
- > D'après certaines estimations, 8% des fortunes individuelles (plus ou moins 7 600 milliards de dollars) se trouvent offshore. Si les bénéfices générés par ces capitaux étaient taxés, les gouvernements disposeraient annuellement de 190 milliards de dollars supplémentaires de moyens.
- > En 2016, Oxfam a enquêté sur les données publiques disponibles de 200 entreprises et de partenaires stratégiques du Forum économique mondial de Davos. Qu'en ressort-il ? 90% des entreprises présentes « ont des activités » dans au moins un paradis fiscal.



6.3 LA SANTÉ PUBLIQUE MISE À MAL EN BELGIQUE ÉGALEMENT

Si notre système de santé est bien meilleur que dans de nombreux autres pays, il est néanmoins mis en danger par des décisions politiques discutables. Sous prétexte d'économie, des hôpitaux publics sont démantelés, des services fermés et le nombre de lits est réduit dans différents services.

Il y a quelques années, Mme Wilmès, ministre du budget, a notamment préconisé des coupes budgétaires dans le secteur des soins de santé et milieux hospitaliers. Face à ce constat, des actions citoyennes se sont mises en place, comme une « haie de déshonneur » organisée lors de sa [visite à l'hôpital Saint-Pierre de Bruxelles en mai 2020](#).

A l'époque, elle n'avait pas jugé nécessaire de se réunir avec le personnel soignant et avait pris sa décision de manière unilatérale, menant une politique d'austérité pour le secteur. Nous connaissons aujourd'hui les conséquences de ces mesures :

- Moins de personnel soignant.
- Pas assez de lits disponibles.
- Priorisation de certain.e.s patient.e.s.
- Destruction du stock national de 60 millions de masques.

Un autre exemple de mauvaise gestion est la décision prise par la ministre de la santé Maggie De Block quelques mois avant la pandémie. Elle a refusé de renouveler le stock stratégique de masques de protection. Elle entendait ainsi faire économiser 100 millions d'euros à la Belgique. Durant la crise du Covid-19, le personnel des soins de santé a été, chaque jour, en première ligne de la lutte contre le coronavirus, et ce, sans équipement de protection adéquat.

En conséquence, la Belgique n'était pas prête pour affronter une crise sanitaire comme celle-ci.

6.4 LE RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE

Il est important de noter que l'austérité subie par les hôpitaux et services de soins de santé a été imposée par l'Union européenne. En effet, les Grandes Orientations de Politiques Economiques (« recommandations » de politique économique et sociale émises chaque année par la Commission Européenne) encouragent à la réduction des dépenses publiques. Ces « recommandations » sont en fait obligatoires et peuvent faire l'objet de sanctions dans le cas où les mesures préconisées ne seraient pas appliquées.

Partout dans le monde, les institutions internationales telles que le FMI ou la Banque Mondiale encouragent également les Etats à des réformes et à la privatisation des secteurs publics.

Aujourd'hui, les hôpitaux et centres de soins de santé sont gérés comme des entreprises alors qu'il s'agit de services publics. Ce qui importe, c'est la rentabilité, c'est-à-dire qu'il faut dégager un maximum de profit. Pourtant, nombreux sont ceux et celles qui pensent que la santé doit échapper aux lois du marché.

Pour être précis, il faut se rappeler que ce n'est pas l'état qui finance le secteur de la santé, c'est principalement la sécurité sociale! Et ceci provient des impôts et des salaires des citoyen.ne.s

On peut alors estimer que l'Etat « vole » l'argent destiné à la sécurité sociale en exonérant les grandes entreprises de leurs cotisations.





7.1 QUIZ SUR LA JUSTICE FISCALE

- En Belgique, quelques personnes très riches ont un patrimoine de 663 milliards d'euros. A votre avis, s'agit-il de **2%** - 1% ou 5% de la population ?
- Une enquête démontre que beaucoup de Belges sont favorables à une taxe sur les grosses fortunes. Combien sont-ils ? 35% - 50% ou **80%**.
- En 2000, il y avait une famille milliardaire en Belgique. A votre avis combien y-en-a-t-il en 2020 ? **(27)**
- Une enquête a révélé que la majorité des 200 plus grandes entreprises de la planète pratiquent l'évasion fiscale. Combien d'entreprises de ce classement sont concernées ? 35% - 50% ou **90%** ?

7.2. CONCEPTS-CLÉS POUR MIEUX COMPRENDRE L'ÉVASION FISCALE

Fiscalité : ensemble des lois qui se rapportent aux impôts. Lorsque l'on parle de fiscalité, d'impôts, d'imposition, de contribution, on parle de la même chose. Un.e citoyen.ne est donc un.e contribuable : ielle doit contribuer au développement de son pays, de la société. Un.e citoyen.ne est imposable : ielle est susceptible de devoir payer des impôts.

Austérité : politique économique visant à réduire l'ensemble des revenus disponibles pour la consommation par le recours à l'impôt, au blocage des salaires, à l'emprunt forcé, aux restrictions de crédit et au contrôle des investissements.

Évasion fiscale : fait d'un.e contribuable qui parvient, par des moyens légaux, à ne pas payer l'intégralité de l'impôt qu'ielle devrait payer.

Paradis fiscal : pays qui fait bénéficier d'avantages fiscaux les non-résident.e.s qui y placent des capitaux.

Optimisation fiscale : démarche consistant à chercher le meilleur mécanisme pour payer le moins d'impôts possible.

Fraude fiscale : consiste à ne pas payer aux impôts des sommes dues, de façon délibérée et donc illégale.

Justice fiscale : la justice fiscale consiste à ce que les personnes aient l'espace, la voix et le pouvoir d'exercer leurs droits, et puissent les utiliser pour influencer et surveiller les systèmes fiscaux. Pourquoi ? Pour mobiliser davantage de revenus et ainsi permettre d'augmenter les dépenses pour des services publics de qualité.

La justice fiscale ne se limite pas à des systèmes fiscaux ou budgétaires techniques ; il s'agit de pouvoir, de politique, de soutenir les gens pour lutter contre les inégalités. **La justice fiscale consiste à uniformiser les règles du jeu, à donner aux citoyen.ne.s leur mot à dire dans la prise de décision, à changer les relations de pouvoir et à lutter contre les inégalités extrêmes de manière proactive et pratique.**



7.3. QUIZ SUR LES SOINS DE SANTÉ

- > Une enquête européenne compte en moyenne 8,7 patient.e.s pour un.e infirmier.e. La Belgique est-elle en dessous ou au-dessus de cette moyenne ? **11,2**
- > En milieu hospitalier, comme ailleurs, les femmes sont moins bien payées. Quel est l'écart salarial entre hommes et femmes ? 13% - 19% ou **25%** ?
- > Les Belges vont-ielles régulièrement chez le médecin ? A votre avis combien de visites annuelles ? **Le belge va 7,4x/an chez le médecin. C'est plus que la moyenne des pays de l'OCDE qui est de 6,7 visites annuelles.**
- > Les Belges consomment-ielles beaucoup plus de médicaments que dans d'autres pays ? **Oui, le Belge consomme un tiers d'antibiotiques en plus que la moyenne des pays de l'OCDE. Il se trouve dans le peloton de tête avec la France, la Corée et le Luxembourg**

7.4. CONSIGNES POUR UNE SAYNÈTE

Divisez la classe en sous-groupes. Demandez aux participant.e.s de jouer une saynète d'une consultation médicale. Chaque sous-groupe dans un pays différent. Le pays a-t-il un impact sur la visite chez le médecin ?

Ex: Belgique, Congo, Bangladesh, Etats-Unis, Syrie, Cuba, Bolivie...

Quelles sont, selon le groupe, les différences principales ?

Les participant.e.s jugeront certains pays comme pauvres et donc avec des soins médiocres ou de moindre qualité. Ex: Congo, Bangladesh. Ces pays disposent en effet de moins d'hôpitaux et ont un nombre de médecin/habitant.e bien inférieur à la moyenne européenne. La distance que certaines personnes doivent parcourir au Congo pour rejoindre un hôpital est parfois extrêmement importante. Dans certains hôpitaux, les situations sont effroyables : pas de médicaments, pas de chambre et parfois même pas de lit. Ce qui est clair pourtant, c'est que **dans tous ces pays, pour ceux/elles qui ont de l'argent, des soins de qualité existent dans des conditions parfois plus luxueuses que chez nous.**

L'accès à des soins de santé de qualité dans le monde dépend de ce que chacun.e peut payer. Ce qui est totalement injuste. Dans la plupart des pays en développement, la différence entre les hôpitaux privés et publics est énorme. Chez nous aussi, certaines personnes retardent ou ne prennent pas de rendez-vous médicaux pour des raisons financières. La crise actuelle du Covid-19 a encore accentué ces inégalités à travers le monde.



7.5. DÉBAT MOUVANT

Rappel du déroulé d'un débat mouvant : dessinez ou visualisez une ligne imaginaire dans votre classe. À chaque affirmation, les élèves se placent en fonction de leur degré d'accord avec la phrase, et ce sans parler :

- **EN SE TENANT DEBOUT À GAUCHE, ON MARQUE SON DÉSACCORD COMPLET ;**
- **À DROITE, SON ACCORD ;**
- **ENTRE LES DEUX : LES AVIS NUANCÉS.**

Après un moment d'observation, demandez aux participant.e.s d'argumenter leur position et ainsi de susciter le débat. Après avoir entendu certains arguments avancés, chaque élève peut choisir de se déplacer ou pas sur la ligne.

Voici quelques affirmations (n'hésitez pas à en trouver d'autres) :

- Il est normal qu'un médecin qui a fait de longues études et qui a une lourde responsabilité soit mieux payé qu'une infirmière qui a fait des études plus courtes et qui a moins de responsabilité
- En privatisant les soins de santé, on peut en augmenter la qualité.
- Investir dans la prévention doit devenir une priorité pour améliorer la santé de tou.te.s.
- La santé est une affaire personnelle, chacun.e est responsable d'y veiller.

7.6. PHRASES/TEXTES DE BASE POUR ARGUMENTAIRE

« Sire, taxons les plus pauvres, ils sont plus nombreux ! » **J-B Colbert, ministre des Finances de Louis XIV**

« La santé doit échapper aux lois du marché » **Oxfam**

« Pour les grandes entreprises pharmaceutiques, il est plus avantageux de fabriquer une nouvelle crème pour le corps qu'un vaccin » **Noam Chomsky**

« L'État compte les sous... nous allons compter les morts » **une infirmière française durant la crise covid-19**

« Les libéraux n'ont jamais accepté que la santé tout comme l'éducation soient des services publics et échappent au marché. Ils prennent aujourd'hui leur revanche, avec une stratégie très claire : ils créent des pénuries, détruisent le secteur public à petit feu afin d'introduire un secteur privé lucratif qui remplace le service public devenu soi-disant défaillant. » **Christophe Prud'homme, porte-parole de l'association des médecins urgentistes de France.**

La santé ne peut pas être une marchandise, mais doit devenir ce droit universel que proclame la Constitution de l'OMS : « La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale. »

« Quand les entreprises ne paient pas leur juste part d'impôts, elles empêchent l'accès de tou.te.s. aux services publics de base, comme les hôpitaux. Et ce sont les plus pauvres qui en paient le prix. » **Oxfam**



UN COUP DE MAIN ?

Le service Education se tient à votre disposition pour plus d'infos et venir animer en classe si nécessaire.

.....

INFO

edu@oxfamsol.be

ou 02/501.67.12



OXFAM
Belgique